



Lettre n° 306 du 22 octobre 2023

Au sommaire :

- **Macron-Darmanin, solidaires des crimes de Netanyahu, instrumentalisent le drame d'Arras - Non à la fuite en avant sécuritaire, répressive et xénophobe** - *Christine Héraud*
- **Biden apporte son soutien politique et militaire à l'extermination de Gaza tout en se préparant à un embrasement hors contrôle du Moyen-Orient** - *Yvan Lemaitre*
- **Faillite de la politique de dialogue social : la question sociale, une question politique** - *Isabelle Ufferte*

## **Macron-Darmanin, solidaires des crimes de Netanyahu, instrumentalisent le drame d'Arras Non à la fuite en avant sécuritaire, répressive et xénophobe**

Macron-Darmanin et le gouvernement se sont immédiatement saisis du meurtre abject de Dominique Bernard au lycée d'Arras, de l'émotion et de l'indignation qu'il a suscitées, pour lancer une campagne virulente, raciste et xénophobe contre les étrangers et français fichés S, et contre tous les étrangers, terroristes potentiels dans leurs cerveaux malades. L'attentat de Bruxelles a décuplé les tensions pour venir justifier l'offensive policière du pouvoir.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, celui-ci a lancé une traque à grande échelle contre les « *individus suspects de radicalisation... jugés dangereux* » en vue de leur expulsion, demandant aux préfets de retirer leur carte de séjour à ceux en situation régulière, avec une attention particulière pour les « *jeunes hommes originaires du Caucase sur la tranche 16-25 ans* », l'agresseur d'Arras étant originaire d'Ingouchie dans le nord du Caucase.

Ils prennent prétexte du meurtre d'Arras pour accélérer la mise au vote de la loi immigration « *pour éviter que d'autres crimes de cet ordre ne soient perpétrés* » et amplifier leur campagne xénophobe.

Gabriel Attal, lors des minutes de silence organisées dans les établissements scolaires pour le professeur assassiné a prévenu : « *Je vais être très clair et très ferme avec vous : je ne tolérerai aucune contestation ni aucune provocation... Ce qui est en jeu, c'est l'autorité de l'école et de la République. Il y aura un signalement nominatif de tout incident à l'occasion de ces recueils, avec une saisine systématique du procureur de la République pour engager des poursuites* ». Ses menaces se sont accompagnées d'une

demande de fouilles d'élèves, personnels et visiteurs à l'entrée des établissements, faisant de tous des suspects.

La France est passée en « *urgence attentat* », le niveau le plus élevé de Vigipirate. Il vise toute la population et n'empêchera pas d'autres passages à l'acte et gestes désespérés qu'encourage leur politique de stigmatisation des personnes étrangères ou d'origine étrangère, nécessairement musulmanes à leurs yeux et donc suspectes de terrorisme.

### **Interdiction de manifester, poursuites judiciaires, la solidarité jugée comme un crime**

Ils accusent de complicité de terrorisme celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien, mais ce sont eux qui, en s'emparant du drame d'Arras, instrumentalisent et « *important* » en France la guerre d'Israël contre le peuple palestinien. « *Une atmosphère de djihadisme, de passage à l'acte, est évidente depuis samedi dernier* », a déclaré Darmanin lors d'une conférence de presse, le 12 octobre, le lendemain du meurtre de Dominique Bernard.

Pour Darmanin et le bloc réactionnaire, les travailleurs étrangers ou français d'origine étrangère sont tous de potentiels délinquants et terroristes, ennemis des « *valeurs morales de la République et de la France* » que défend Macron, les valeurs des classes possédantes et du capitalisme occidental. Faute de pouvoir s'attaquer aux causes et origines du terrorisme dont leur politique de domination et d'exploitation des peuples porte une large responsabilité, leurs réponses exclusivement policières

exacerbent les tensions et visent toute la population, tout en distillant le poison de la haine et de la division pour tenter de dresser les travailleurs français, étrangers, migrants... les uns contre les autres au profit des classes dominantes et du patronat.

La simple affirmation de soutien au peuple palestinien, de dénonciation du sionisme est taxée d'antisémitisme. « *Personne ne touchera à un cheveu d'un juif sans attendre la réponse foudroyante de l'État* », a déclaré Darmanin, parce que « *l'État saura dénoncer que l'antisionisme incontestablement est une forme d'antisémitisme.* » Les 189 premiers actes antisémites recensés par le gouvernement sur le territoire ont donné lieu à 65 interpellations, dont 23 étrangers, a tenu à préciser Darmanin, alors que c'est l'agressivité de l'intégrisme religieux sioniste qui est responsable de cette recrudescence de l'antisémitisme, tout comme le fait de faire de l'ensemble des juifs des sionistes. Sans doute aurait-il interdit la manifestation de centaines de juifs américains qui ont occupé une salle du Congrès à Washington, demandant la paix et dénonçant la complicité de Biden au massacre de Gaza... pour antisémitisme !

Le gouvernement Macron, déstabilisé par les conséquences du chaos engendré par la folie capitaliste, le monde qu'il défend, prisonnier de sa fuite en avant sécuritaire, raciste et xénophobe, n'a comme seule réponse à celles et ceux qui ne se plient pas à sa propagande que la répression brutale, l'interdiction délirante des manifestations de soutien au peuple palestinien qualifiées de pro-Hamas.

Les organisations et les militants accusés d'être pro-palestiniens sont traqués. Darmanin a lancé contre le NPA de Philippe Poutou une procédure judiciaire pour « *apologie du terrorisme* » pour avoir manifesté son soutien au peuple palestinien, de même que contre la députée LFI Danièle Obono qui a refusé de qualifier le Hamas d'organisation terroriste. Pour les mêmes raisons ce vendredi, en plus « *d'incitation à la haine* », Jean-Paul Delescaut, le secrétaire départemental de la CGT du Nord a été interpellé à son domicile et placé en garde en vue pour quelques heures. Des organisations sont menacées de dissolution. La militante féministe palestinienne Mariam Abou Daqqa, dont les conférences en France ont été interdites, a été assignée à résidence à Marseille en attendant son expulsion, avant que la justice ne désavoue les débordements sécuritaires de Darmanin, estimant que « *le ministre de l'Intérieur a porté une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté d'expression et à la liberté d'aller et venir* », et ne suspende l'arrêté d'expulsion, comme elle est revenue sur la plupart des interdictions de manifestation, face aux protestations et à la contestation dans de nombreuses villes du pays.

## **Autour de la loi immigration, le front sécuritaire, raciste et xénophobe avec la droite et l'extrême-droite**

« *Tout cela est la conséquence d'une immigration de masse. Cet assassin n'aurait plus dû être en France de-*

*puis longtemps, il a été débouté du droit d'asile* », s'est empressé de déclarer Ciotti après le meurtre d'Arras. Romain Baudry, député RN est intervenu sur le même registre : « *L'assaillant était un ancien élève du lycée, étranger, radicalisé, fiché S. Il aurait dû être expulsé, mais la France protège ceux qui arrivent sur son sol avant l'âge de 13 ans (...)* Le projet de loi immigration doit mettre fin à ces protections insensées, qui coûtent la vie à des innocents ! ». L'hystérie de l'extrême-droite a été jusqu'à s'en prendre aux députés de gauche à l'Assemblée nationale, la gauche qualifiée de « *racailles islamistes* », accusant ses militants d'avoir soutenu la mobilisation contre l'expulsion de la famille du meurtrier en 2014.

Darmanin, sous la pression de l'accusation de laxisme de la droite et de l'extrême-droite, prépare le durcissement de la loi Immigration qui sera débattue au Sénat à partir du 6 novembre et qu'il veut faire adopter, avec leurs votes, avant la fin de l'année, ce qui permettra, a-t-il dit « *d'expulser tous ceux qui, même arrivés à l'âge de deux ou trois ans, sont étrangers et méritent de retourner dans leur pays d'origine* ».

La loi Immigration « *va vers davantage de fermeté, une réponse plus immédiate et plus forte* » a assuré Macron. Elle prévoit un allongement de la durée maximale de rétention administrative pour les étrangers en situation irrégulière « *fichés S ou délinquants* », pour se donner plus de temps pour les expulser, le retrait de leurs titres de séjour. Elle rajoute dans les critères de fichage S « *l'adhésion à l'idéologie djihadiste* », comme par exemple avoir dans son téléphone « *une photo de décapitation de l'Etat islamique* ». Mais elle va aussi aggraver la situation de tous les sans-papiers avec le projet de suppression de l'AME, l'aide médicale d'Etat qui bénéficie aux personnes en situation irrégulière, remplacée par une aide médicale d'urgence qui se limiterait à quelques soins urgents ou essentiels.

## **Contre le nationalisme, le racisme et l'union nationale, partout faire vivre la démocratie et la solidarité internationale, se rassembler**

Toutes les interdictions d'exprimer le moindre soutien au peuple palestinien et la moindre critique à l'égard d'Israël sont un aveu, une façon pour Macron et le gouvernement d'être en guerre aux côtés d'Israël contre le peuple palestinien, de façonner l'opinion à leur politique belliciste, comme ils sont en guerre aux côtés des autres puissances de l'OTAN en Ukraine, pour le compte des classes possédantes et des capitalistes occidentaux pour leur droit à exploiter, à piller les richesses des peuples et de la planète.

Il est de l'intérêt et de la responsabilité de l'ensemble du mouvement ouvrier de répondre à cette violente offensive anti-palestinienne, raciste et xénophobe et aux instrumentalisation du pouvoir et de l'extrême droite, de lutter contre la division, en refusant de se laisser imposer l'union nationale, en combattant le nationalisme et toutes les frontières quelles qu'elles soient, géographiques, d'origine ou de religion qui servent les classes possédantes et le patronat.

Il est indispensable et urgent que sur les lieux de travail et d'étude, dans les quartiers, dans le cadre de nos syndicats, de nos collectifs et associations, se tiennent des réunions pour condamner les politiques de Macron-Darmanin, exiger l'arrêt immédiat des bombardements israéliens, la levée du siège de Gaza et la mise à la disposition des Gazaouis de la nourriture, l'eau, l'électricité, les soins médicaux et tous les autres produits de première nécessité indispensables à leur survie, ainsi que pour dénoncer la guerre et exprimer notre solidarité internationale. Il

est indispensable qu'ensemble nous fassions respecter la liberté d'opinion, d'expression et de manifestation.

Face au bloc réactionnaire, les travailleuses et les travailleurs, les classes populaires, la jeunesse sont les seuls à même de porter ce combat, celui pour le progrès et l'émancipation, la démocratie, la solidarité internationale, pour un monde débarrassé des frontières et de l'exploitation. Il n'y a pas d'autre voie pour lutter contre le terrorisme.

Christine Héraud

## **Biden apporte son soutien politique et militaire à l'extermination de Gaza tout en se préparant à un embrasement hors contrôle du Moyen-Orient**

La folie et l'horreur de l'escalade guerrière se sont emparées du Moyen Orient, après la guerre d'Ukraine, dans cette absurde et criminelle concurrence entre puissances capitalistes qui se jouent des peuples et les sacrifient à leurs luttes d'influence pour s'appropriier les richesses, contrôler les sources d'énergies, asseoir le pouvoir et la domination des classes capitalistes. Cet engrenage fou et sanglant est hors de contrôle. Dans la guerre d'Ukraine, les USA et leurs alliés de l'Otan veulent mettre Poutine à genoux et désignent la Chine comme leur cible, au Moyen Orient, Israël et ses alliés veulent détruire le Hamas, en réalité liquider la question palestinienne, mettre un peuple à terre, sous le poids des bombes, pour que prospèrent les affaires de la bourgeoisie israélienne et celles de son maître, la première puissance mondiale, les USA.

Aucune issue n'est possible pour eux, si ce n'est la défaite du camp opposé à celui des vieilles puissances impérialistes, les USA, la France, l'Otan. La paix pour eux ne peut être que la capitulation de leur ennemi, c'est à dire une étape vers une nouvelle guerre, la guerre sans fin que connaît le Moyen Orient et dont le peuple palestinien est victime depuis des décennies.

Israël a mené 5 guerres contre lui depuis que son Etat a été créé au lendemain de la deuxième guerre mondiale grâce au soutien des USA qui voyaient en lui la possibilité de construire une place forte au Moyen Orient contre les peuples qui aspiraient à en finir avec l'oppression coloniale et pour garantir leurs intérêts et contrôler leurs sources d'approvisionnement en pétrole.

La responsabilité de la guerre n'incombe pas en premier lieu au Hamas contrairement à ce que prétend le discours officiel des puissances occidentales. La vérité historique est celle de la guerre sans fin menée par Israël et ses alliés contre le peuple palestinien spolié de ses terres par l'Etat colonial, théocratique, d'Israël pris à son propre piège, prisonnier de sa logique expansionniste qui ne peut connaître d'autre limite que la résistance palestinienne, la colère des peuples.

La violence aveugle, les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre indignent et révoltent à juste titre. Sa politique obscurantiste, nationaliste et religieuse, sème

la haine et enferme la lutte du peuple palestinien dans une impasse faisant de lui une monnaie d'échange dans les négociations entre les régimes arabes réactionnaires, l'Iran et les puissances occidentales. Les seuls alliés du peuple palestinien sont les peuples du monde arabe, les exploités d'Israël, les peuples et les travailleurs du monde.

Cette violence du Hamas est retournée par Israël contre les Palestiniens. Il s'en sert, cyniquement, pour justifier sa politique qui vise à liquider la question palestinienne pour avoir les mains libres pour réaliser le rêve sioniste du Grand Israël qui engloberait l'ensemble du territoire de la Palestine sous mandat britannique entre la mer Méditerranée et le Jourdain, y compris la Cisjordanie et Gaza.

Si l'agression du Hamas le 7 octobre a entraîné la mort de 1400 personnes, l'offensive d'Israël à Gaza a déjà tué près de 4 650 Palestiniens, dont 40 % d'enfants et plus de 14 000 blessés, rasant des quartiers entiers, éliminant des familles entières et forçant à se déplacer plus d'un million de personnes. Le gouvernement israélien a distribué plus de 10 000 fusils à des colons extrémistes en Cisjordanie occupée, afin de faciliter l'escalade de leurs attaques et pogroms contre les Palestiniens.

On ne saura peut-être jamais avec certitude l'origine exacte de la frappe aérienne sur l'hôpital al-Ahli de Gaza qui a, mardi 17 octobre, tué plus de 400 Palestiniens. Biden n'a pas manqué de reprendre à son compte la version israélienne pour affirmer devant Netanyahu que la frappe avait été effectuée « *par la partie adverse, pas par vous* ». Pourtant cette frappe ne peut être le fait d'une simple roquette défectueuse tirée par erreur mais bien d'un missile donc probablement israélien et ce drame s'inscrit dans le carnage auquel se livre Israël à Gaza. Trois jours plus tard, de nombreux déplacés s'abritant dans l'enceinte de l'église grecque orthodoxe de Saint-Porphyre à Gaza ont été tués et d'autres blessés par un raid israélien.

Faute d'une aide humanitaire, la situation Gaza « *devient incontrôlable* », a affirmé mercredi le patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) soulignant que les fournitures médicales étaient bloquées depuis quatre jours à la frontière entre l'Égypte et Gaza. Après le départ de Biden, Israël a été contraint de faire un geste pour

autoriser l'entrée d'aide humanitaire depuis l'Égypte, mais il « *n'autorisera aucune aide humanitaire à partir de son territoire vers la bande de Gaza* ». L'aide se résume à 20 camions alors que Gaza affamée manque de tout. Elle n'a commencé à être acheminée que samedi. Et Israël a le feu vert de Biden pour son invasion terrestre, le Pentagone a ordonné la mise en alerte de 2 000 soldats et a annoncé que le groupe de préparation amphibie USS Bataan, comprenant 2 400 marines, serait également déployé aux côtés des deux porte-avions américains. Biden a assuré Netanyahu de l'envoi d'armes sans limites... Israël intensifie les bombardements pour préparer l'invasion terrestre de Gaza.

## **Biden en guerre avec Israël face à une possible extension de la guerre**

Alors que le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, assure auprès de Netanyahu la gestion quotidienne de la guerre, la venue de Biden à Tel Aviv réaffirmait non seulement le soutien des USA à Israël mais leur union comme si Israël était devenu le 51<sup>ème</sup> Etat des Etats unis en invoquant le passé de la fondation d'Israël, la religion et... leur commune puissance militaire alors que Poutine rencontrait Xi Jinping à Pékin.

Il faut être aveugle ou hypocrite comme bien des commentateurs pour croire que Biden vient pour retenir Netanyahu. Faisant référence à la colère qui aurait emporté les USA -Bush, au lendemain du 11 Septembre-, il a certes appelé Netanyahu à ne pas agir dans la précipitation au risque de dresser non seulement les peuples du monde arabe mais le monde contre Israël et ses alliés, sans le dissuader le moins du monde d'aller au bout de son objectif, en finir avec Gaza et la question palestinienne. Les USA veulent reprendre la main sur Israël.

L'exceptionnel déploiement militaire au large d'Israël en témoigne. Il vise l'Iran et le Hezbollah, le Sud Liban et la Syrie déjà cibles de frappes aériennes et, a tenu à préciser le secrétaire à la défense états-unien, Lloyd Austin, « *souligne l'engagement indéfectible des États-Unis pour la sécurité d'Israël et leur résolution à éviter que tout acteur, étatique ou non, cherche l'escalade dans cette guerre* ». Mais Biden préférerait que Netanyahu ne se laisse pas emporter par la haine aveugle qui pourrait provoquer la révolte des peuples, une occupation militaire sanglante par trop expéditive de Gaza. Tout en assumant et soutenant le pire, il préférerait, semble-t-il, à ce stade, éviter une confrontation militaire avec l'Iran, un embrasement du Moyen Orient qui risquerait de semer la révolte populaire jusqu'aux USA.

Le ministre israélien de la défense, Yoav Gallant, a prévenu que la guerre contre le Hamas serait « *une guerre féroce, une guerre meurtrière et une guerre qui changera de façon permanente la situation* ». Ce que craint Biden, c'est que cette situation soit hors contrôle.

A son retour à la Maison Blanche, il a mis les points sur les i pour convaincre de son offensive militaire tant en Ukraine qu'en Palestine. Il a justifié l'intervention américaine dans la guerre d'Ukraine en défendant les Etats baltes et la

Pologne, « *ce sont des territoires de l'OTAN, nous défendrons chaque centimètre de territoire de l'OTAN* ». Quant au Hamas, il « *a déclenché un mal absolu* ». Si les USA laissaient Poutine et le Hamas faire, « *le conflit et le chaos pourraient se propager dans d'autres parties du monde* » a-t-il dit pour justifier sa demande au Congrès de financer « *en urgence* » une aide à Israël et à l'Ukraine, une demande de 100 milliards d'euros.

De la même façon qu'il défend Israël et l'Ukraine au nom de la démocratie, Biden justifie le militarisme américain au nom de la sécurité du monde ! « *Le leadership américain est ce qui unit le monde. Les alliances de l'Amérique sont ce qui nous maintient, nous Américains, en sécurité* ».

Et c'est bien pour consolider ces alliances au sein du bloc occidental que Biden a organisé, vendredi, à la Maison blanche un sommet diplomatique avec l'UE pour renforcer leur « *partenariat stratégique* ».

## **Politique internationale et capitalisme mondialisé, la loi du talion mondialisée**

Catherine Colonna, ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères, déclarait il y a peu : « *Israël a le droit de se défendre face à la monstruosité du Hamas et du danger qu'il représente. Sa réponse doit être ferme, elle doit être juste, elle doit être forte, elle sera forte si elle est juste, et elle sera juste si elle est conforme au droit international et en particulier au droit international humanitaire, et préserve les populations civiles. Israël est une grande démocratie, c'est la marque des démocraties que de respecter le droit.* » Un résumé de l'hypocrisie des dirigeants des grandes puissances.

Pour les maîtres du monde le droit de se défendre est unilatéral, c'est leur droit qu'il refuse à leurs victimes auxquelles ils imposent par la force des armes et du capital leur domination.

En l'espace d'une semaine, en plus de l'ordre d'évacuation d'un million de civils, livrés à eux-mêmes, l'armée de Netanyahu aura empêché, avec le siège complet de Gaza, l'entrée de nourriture, d'eau, de médicaments, de carburant et d'électricité dont dépendent 2,3 millions de personnes. Elle aura détruit 5 540 maisons et rendu inhabitables 3 750 bâtiments supplémentaires (chiffres de l'ONU) par ses bombardements incessants et d'ores et déjà perpétré d'innombrables crimes de guerre.

Il y a un an, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission Européenne, avait déclaré à propos des attaques Russes : « *Les attaques russes contre les infrastructures civiles, notamment l'électricité, constituent des crimes de guerre. Couper l'eau, l'électricité et le chauffage aux hommes, aux femmes et aux enfants à l'approche de l'hiver, ce sont des actes de pure terreur. Et nous devons l'appeler ainsi.* » Il suffirait de remplacer « russes » par « israéliennes » et nous aurions la description du siège de Gaza... La barbarie de Poutine n'excuse en rien celle de Netanyahu.

Et l'ordre de déplacer les populations du Nord de Gaza combiné au blocus complet de Gaza, constitue « *un transfert forcé de civils en violation du droit international* », ainsi

que le rappelait le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme.

Qu'importe, tous soutiennent et laissent faire au nom du droit d'Israël de se défendre alors que c'est lui qui depuis 75 ans occupe des terres volées aux Palestiniens et impose, depuis 16 ans, à Gaza un blocus inhumain ! Qui depuis 56 ans viole la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU qui, en 1967, affirmait qu'une paix durable exige le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et qui a tout fait pour que les accords d'Oslo qui pourtant lui étaient favorables ne puissent jamais réellement s'appliquer. L'État d'Israël n'a jamais respecté le droit international pas plus que ses soutiens quand ce dernier les dessert.

Aujourd'hui la guerre contre les Palestiniens franchit une nouvelle étape dans la barbarie pour devenir un nettoyage ethnique, un génocide.

## **Notre solidarité avec le peuple palestinien, l'unité internationaliste contre notre propre État**

Le risque de développement d'une guerre à l'échelle du Moyen-Orient s'inscrit dans la continuité des politiques qui ont conduit à la guerre des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie en Ukraine qui elle-même est considérée comme préparatoire à un conflit militaire avec la Chine. « *Nous faisons face à un tournant de l'histoire* », a déclaré Biden lors de son allocution à la Maison Blanche. Oui, le chef de la première puissance mondiale tient à l'affirmer face au monde entier, nous connaissons un tournant de l'histoire. Pour Biden, les USA et leurs alliés, il s'agit de prendre en compte les enjeux historiques de l'offensive militaire mondiale dans laquelle ils engagent leur pays et leurs alliés, d'y préparer l'opinion. Les exploités, les opprimés, le prolétariat mondial ont toute raison de prendre au sérieux le message.

Ce tournant de l'histoire a commencé au début de 2022 avec la guerre d'Ukraine. Les lignes de fracture, d'opposition et de polarisation entre grandes puissances qui s'expriment face à la guerre en Ukraine sont fondamentalement les mêmes pour la guerre qui se dessine au Moyen-Orient.

Nous sommes face à une nouvelle étape dramatique dans l'escalade militariste et guerrière des vieilles puissances impérialistes, les puissances occidentales, et leur bras armé l'Otan. Elle concentre les traits dominants de la nouvelle période dans laquelle la dérive du capitalisme mondialisé sénile a engagé l'humanité.

D'un côté la mondialisation de la course au profit et de la concurrence économique, son corollaire la guerre, les désordres économiques, la catastrophe écologique, la montée des forces réactionnaires, de l'intégrisme religieux et d'un nouveau fascisme qui commence à rassembler de larges fractions de la bourgeoisie et de son personnel politique.

De l'autre côté, le nécessaire rassemblement des forces démocratiques et progressistes qui porte la seule réponse

historiquement possible, le socialisme, les forces du prolétariat mondialisé.

Les plans des grandes puissances, le jeu et les calculs des rivalités entre pays capitalistes sont perturbés par un mouvement croissant de la classe ouvrière, qui coïncide avec un début de révolte contre la guerre qu'accélère la tragédie insupportable que vivent les Palestiniens. Ces derniers jours, des millions de personnes ont manifesté à travers le monde pour s'opposer au génocide israélien à Gaza.

Ce mouvement de solidarité qui débute reprend à son compte les demandes immédiates du peuple palestinien, exigences humanitaires, cessez-le feu, la fin de la guerre et de la colonisation, la reconnaissance de ses droits nationaux.

Cette dernière ne pourra être satisfaite tant que régneront les bourgeoisies tant israélienne qu'arabes et les régimes réactionnaires qui les servent. Biden, comme tous les dirigeants des grandes puissances quand ils font mine de s'inquiéter de la colonisation, concède qu'il ne faudrait pas perdre de vue ce qu'ils appellent la « *solution à deux États* ». Après avoir condescendu à accepter l'urgence humanitaire, il a déclaré : « *Nous ne pouvons pas renoncer à une solution à deux États.* » Cette solution à deux États est un mythe agité régulièrement pour laisser un espoir illusoire aux Palestiniens mais il reste tout aussi illusoire aujourd'hui qu'au moment des accords d'Oslo et après.

Le droit des Palestiniens à une terre ne pourra se réaliser qu'à travers le renversement des régimes qui s'y sont toujours opposés par la fraternisation des travailleurs et des peuples, la fraternisation entre travailleurs palestiniens et israéliens pour en finir avec l'État théocratique d'Israël, le Hamas et autres Hezbollah ou théocratie d'Iran, en lien aussi avec les travailleurs des vieilles puissances impérialistes, principales responsables de l'impasse sanglante du sionisme.

De façon plus générale, aujourd'hui, la lutte de libération nationale est un mythe qui laisse la place aux instrumentalisations et dévoiements du légitime refus de toute forme d'occupation, d'oppression. Cela est vrai aussi pour les peuples d'Ukraine ou de Russie. Cette illusion esquivé la question de fond, la lutte pour renverser sa propre bourgeoisie, conquérir la démocratie, les droits nationaux qui ne peuvent se développer que dans le cadre de la coopération des peuples, une fédération socialiste des peuples.

Le tournant de l'histoire que nous connaissons unit la question sociale, démocratique, nationale dans un même programme, un même combat démocratique et révolutionnaire pour barrer la route à la réaction, lutter pour la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes et construire un monde fondé sur la coopération des peuples. La solidarité face à la guerre, au militarisme, aux forces réactionnaires, obscurantistes et religieuses, à la xénophobie et au nationalisme est une lutte internationaliste contre notre propre bourgeoisie, contre notre propre État et ses alliés engagés dans leur guerre de classe contre les travailleurs et les peuples.

*Yvan Lemaitre*

## Faillite de la politique de dialogue social : la question sociale, une question politique

Le 18 octobre, Borne enclenchait un treizième 49.3 à l'Assemblée, avant même toute discussion, déclarant : « *Aujourd'hui, le constat est clair : aucun groupe d'opposition n'est prêt à voter ce Projet de loi des finances, or notre pays a besoin de ce budget* ». Un budget dont l'objectif est de diminuer le déficit public grâce au « *réarmement des services publics* » (!) en réduisant les budgets sociaux, dont celui de la sécu.

Deux jours avant, Borne avait réuni syndicats de salariés et représentants patronaux pour une « *conférence sociale* » sur les salaires, qui s'inscrivait dans le prolongement des rencontres de Saint-Denis le 30 août dernier, où tous les partis parlementaires s'étaient rendus en bon ordre à l'invitation de Macron. A son tour, Borne a souligné le « *devoir d'unité* » : « *L'unité, ce n'est pas nier nos différences, c'est aussi être capable de mener ensemble un dialogue apaisé pour construire des solutions dans l'intérêt du pays et des Français* ».

« *Force est de constater qu'elle n'a eu de sociale que le nom et qu'au-delà de la mise en scène, les pistes proposées ne sont pas à la hauteur des enjeux* » a fait mine de s'étonner Solidaires au lendemain de la conférence. « *C'est décevant et en décalage complet avec la situation des salariés* » a renchéri Sophie Binet (CGT) tandis que Marylise Léon (CFDT) regrettait « *On reste sur notre faim, on aurait aimé avoir des éléments beaucoup plus concrets pour les travailleurs et travailleuses* ».

Un mauvais film dont chacun connaissait le scénario mais n'en a pas moins joué la comédie. L'intersyndicale appelait le 13 octobre à une journée de mobilisation pour préparer la conférence...

Celles et ceux qui étaient dans la rue ce jour-là y étaient pour tout autre chose : se retrouver, tisser ou retisser les liens du dernier mouvement, faire entendre la colère et le rejet de la guerre faite aux travailleurs et aux peuples. L'occasion de puiser des forces pour mener de nouveaux combats, tel-le-s en Gironde les salarié-e-s d'Elior-Derichbourg, un des leaders mondiaux des services, qui assurent le ménage d'établissements de santé, en grève pour les salaires et la dignité depuis le 2 octobre.

Les discussions faisaient écho à celles qui se mènent au quotidien dans les collectifs militants avec le besoin de comprendre la politique des classes dominantes et du gouvernement. Face à la guerre sociale, il est clair pour la très grande majorité qu'il ne peut y avoir de dialogue social. La question qui se pose, c'est quelle stratégie pour rendre les coups, comment agir pour que l'offensive ne s'accélère pas ? Est-il possible d'y mettre un coup d'arrêt alors que le mouvement l'an dernier a échoué malgré son ampleur ?

### Six mois de mobilisations inédites et des ruptures profondes

Quatorze journées de grèves et de manifestations massives en six mois, entre 6 et 7 millions de personnes qui ont participé à une d'elles d'après la CGT, un soutien massif de l'opinion publique, une unité syndicale inédite qui a tenu face à l'inflexibilité du pouvoir alors que bien des militants pensaient qu'elle se romprait rapidement..., des centaines de milliers de travailleur-e-s syndiqué-e-s ou non, de jeunes ou gilets jaunes organisant AG, blocages, piquets de grève, et manifs « sauvages », faisant face aux provocations policières avec la conscience grandissante qu'ensemble on est fort... Mais cela n'a pas empêché Macron de passer en force et d'annoncer que ce n'était qu'un début.

Cet échec a ébranlé alors que beaucoup pensaient la victoire à portée de main, faisant prendre conscience d'enjeux que nombre de travailleurs et de jeunes n'avaient pas vraiment mesurés. L'intransigeance et la violence du pouvoir ont démontré à une large échelle que les classes dominantes n'entendaient tolérer aucune remise en cause de leur offensive. Et si durant six mois l'unité de l'intersyndicale a été vécue comme positive, encourageant à participer au mouvement, l'impasse de la succession de journées d'actions sans autre perspective qu'une nouvelle date s'est imposée à tous.

### Radicalisation des classes dominantes pour la survie de leurs profits

Le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) annonçait récemment que les objectifs budgétaires du gouvernement d'ici à 2027 « *supposent, en plus de l'effet des réformes des retraites et de l'assurance-chômage, la réalisation d'importantes économies structurelles en dépenses dont le gouvernement indique qu'elles ne pourront être précisées qu'à l'issue de l'exercice de revues de dépenses en cours* ». Au-delà du jargon, la trajectoire est claire, il s'agit de réduire les dépenses de l'État utiles à la population. Chaque coup porté en appelle d'autres. Il ne peut y avoir de paix sociale dans le système capitaliste à bout de souffle. La chasse aux gains de productivité exige une exploitation toujours plus grande et la remise en cause de tous les droits acquis par les travailleurs. C'est cette fuite en avant, cette exacerbation de la lutte de classe que les gouvernements sont chargés d'organiser. Il ne peut être question pour eux que « *la rue gouverne* ». Tout soulèvement est réprimé, les violences policières et la répression deviennent la norme. Le « *dialogue social* » est là pour la galerie tandis que les préfetures interdisent les manifestations, que les flics viennent chercher à l'aube chez eux des dirigeants syndicaux ou des jeunes menottés et que les procès s'enchaînent.

Cet affrontement accélère les prises de conscience, la politisation. Depuis les Gilets jaunes, nombreux sont ceux qui ont fait l'expérience que toute revendication salariale, sociale, démocratique remet en question la domination

d'une poignée de parasites, le système lui-même et mène à l'affrontement avec l'Etat.

Des expériences dont est né ce slogan qu'ont fait leur des dizaines de milliers de manifestant.es dans le pays « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* », posant la question de l'organisation de la société et de l'économie, de qui les contrôle, la question de la démocratie et du pouvoir. Le sentiment de force collective et de fierté éprouvé à travers le mouvement se retrouve dans chaque grève, chaque mobilisation.

### **Construire l'unité du mouvement, faire de la politique, pour que ceux qui font tourner la société et l'économie décident !**

L'unité était un élément central de la mobilisation contre les retraites, dans les cortèges de l'intersyndicale largement ouverts, les drapeaux entremêlés, les blocages... Cette aspiration au dépassement des sectarismes, des logiques d'appareil, boutiquières, a encouragé les militant.e-s du mouvement à créer des cadres démocratiques pour regrouper par-delà les étiquettes, les histoires différentes pour débattre, élaborer et organiser la lutte. Une unité militante, construite par en bas, ne craignant pas de prendre à bras le corps tous les problèmes politiques, les débats, les confrontations pour tenter ensemble d'envisager « *un autre monde* », un autre fonctionnement de la société.

Une aspiration à l'unité qui ne peut aujourd'hui qu'entrer un peu plus en contradiction avec l'entente par en haut des différents appareils de l'intersyndicale dont la politique ne peut que converger tant le pouvoir et les classes dominantes leur laissent peu de marge de manœuvre.

Sophie Binet expliquait récemment : « *Quand vous nous entendez, Marylise Léon ou moi, vous entendez des choses assez proches sur beaucoup de sujets. Et ça va continuer...* » tandis que la dirigeante de la CFDT déclarait après la manifestation du 13 octobre « *La mutation de l'intersyndicale maintenant, c'est peut-être d'arrêter de se demander quelle sera la prochaine date de manifestation*

*et de travailler sur ce qu'on a en commun. Par exemple, travailler sur l'avenir du syndicalisme* »...

Cette question, nombre des militant.e-s se la posent en des termes bien différents de ceux des appareils englués dans la « cogestion ». Le mouvement syndical est en crise, la faillite de la politique de dialogue social définitivement actée. Les conséquences dramatiques de l'évolution du capitalisme, sa rapacité font de toute question sociale, économique, démocratique une question politique.

Dans *Médiapart*, un jeune représentant syndical CGT racontait « *Les gens se sont autonomisés des centrales syndicales et ont organisé des manifestations le soir [...] Ces nuits-là, la réforme des retraites était un sujet, mais il y avait aussi beaucoup de revendications sur le fonctionnement de nos institutions, sur la démocratie. On est allés beaucoup plus loin que de juste s'opposer à cette réforme. Avec mes collègues de Decathlon, on y allait ensemble. Les syndicats auraient dû être là, ils ne l'ont pas été, et c'est une erreur* ».

Pour beaucoup de ceux et celles qui y ont participé, ces expériences ont changé la compréhension qu'ils avaient des rapports sociaux et politiques. Pour la plupart des militant.e-s du mouvement, syndiqué.e-s ou non, la nécessité de changer la société est une évidence, en ayant conscience que cela ne pourra se faire sans un affrontement avec le pouvoir des classes dominantes et l'appareil d'Etat. Le débat qui s'ouvre dans tous les collectifs, dans les sections syndicales, sur les piquets des grèves pour les salaires ou les embauches, c'est celui du comment... Comment contester le pouvoir à la minorité de parasites, exercer notre contrôle sur la société que nous faisons tourner et, surtout, comment prendre collectivement confiance pour oser l'imaginer possible.

Des questions qui posent la nécessité du regroupement du mouvement révolutionnaire, de toutes celles et ceux qui veulent changer la société et d'un vaste chantier de discussions, de bilans et de partage des acquis et enseignements des luttes, d'élaboration pour penser un autre monde et travailler à le construire dès maintenant.

*Isabelle Ufferte*